

PROMÉTHÉE

Organe de défense nationale des Peuples du

CAUCASE } GÉORGIE
AZERBAIDJAN
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan

SOMMAIRE

Que se passe-t-il en U. R. S. S. ?	**
Le cas de la Géorgie	<i>R.</i>
Les richesses de la république d'Azerbaïdjan	<i>M.</i>
La lutte actuelle de l'Ukraine contre Moscou	<i>M. Danko</i>
En Azerbaïdjan	<i>M.</i>
L'Ukraine soviétique	<i>C. Naumenko</i>
Revue de la presse	* **
CHRONIQUE : Fondation d'un institut d'histoire. — Ukraine. — Géorgie.	

Direction et Administration :

1, Square Léon-Guillot - PARIS (15°).

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

Que se passe-t-il en U.R.S.S.

La situation n'est évidemment pas de tout repos.

La colère gronde dans les pays envahis et occupés par l'armée soviétique. En Ukraine, en Géorgie, en Azerbaïdjan, on n'a pas renoncé, malgré de fréquentes et sauvages répressions, à l'espoir de se libérer du joug russe.

La classe ouvrière ne comprend ni le stakhanovisme, ni la rationalisation forcenée de l'industrie, ni surtout les formidables inégalités de salaires. Les promesses d'un paradis terrestre se sont évanouies et, comme l'a établi d'une indiscutable façon sir Walter Citrine, secrétaire général des Trade-Unions, l'ouvrier russe tout en donnant le plein de son effort reçoit beaucoup moins qu'un chômeur anglais sans rien faire.

La situation de la masse paysanne est non moins lamentable. Si l'on ajoute à tout cela la sombre fureur des vieux bolchéviks éliminés systématiquement des postes de choix et rélégués au dernier plan, on comprendra la nervosité de Staline et la cause de la terreur qui sévit en ce moment dans toutes les parties de l'Union soviétique. Staline a fini par se résoudre

à agir énergiquement, à frapper impitoyablement tous ses adversaires et à étouffer toute manifestation de mécontentement d'où qu'elle vienne, de gauche ou de droite. Mais, pour donner libre cours à sa colère et à sa décision, il avait besoin d'un prétexte qui fût avouable. Le fameux Trotski le lui fournit. Le procès Zinoviev-Kamenev a bien prouvé qu'un complot se tramait contre la personne de Staline. Cela parut suffisant pour ouvrir une lutte implacable contre tous les adversaires de la dictature stalinienne.

Il n'est bruit en ce moment, à Moscou, écrit M. Luciani dans « Le Petit Parisien » que des nouvelles arrestations qui se multiplient depuis le grand procès Kamenev-Zinoviev. La presse ne publie naturellement aucune information, mais les noms des nouveaux suspects volent de bouche en bouche.

Parmi eux se trouvent quelques personnalités fort connues. En voici une liste, probablement provisoire et incomplète :

1) Sokolnikov (Grigori - Iakovlevitch), de son vrai nom Brilliant, ancien ambassadeur de l'U. R. S. S. à Londres.

Bolchevik de très vieille date, ancien élève de l'Ecole des sciences politiques de Paris, M. Sokolnikov a été membre de la délégation soviétique à Brest-Litovsk et un des signataires du traité du 3 mars 1918. Ancien commissaire du peuple aux Finances, c'est un spécialiste des questions économiques. Déjà compromis, il y a quelques années, dans l'opposition dite de droite, il a été dénoncé au cours du dernier procès comme antistalinien et se trouve en prison depuis le début de septembre.

2) Ouglanov (Nicolas-Alexandro-vitch, ancien commissaire du peuple au Travail. Membre du parti bolchevik depuis 1907, Ouglanov a participé en 1919 à la défense de Pétrograd contre le général blanc Ioude-nitch, puis à l'écrasement de la révolte des marins de Cronstadt, en 1921. Il a été secrétaire des comités du parti bolchevik à Leningrad, puis à Moscou. Il a appartenu au groupe de « l'opposition ouvrière », dont la formule était « l'usine aux ouvriers », formule très populaire parmi les masses, alors que la doctrine bolcheviste est « l'usine à l'Etat ». Un des membres les plus connus de ce groupe était à ce moment la camarade Kolontai, aujourd'hui ambassadrice des Soviets en Suède. Ouglanov eut ensuite partie liée avec les leaders de l'opposition de droite, Rykov, Boukharine et Tolski (ce dernier s'est suicidé pendant le dernier procès, dans sa maison de campagne de Bolchevo).

3) Serebriakov (Léonid Petrovitch), ancien commissaire du peuple adjoint aux Transports. Bolchevik de vieille date, ancien ouvrier dans une usine métallurgique, Serebriakov fut plusieurs fois arrêté sous le tsarisme et déporté en Sibérie. Trotzliste, il fut

exclu du parti en 1927, reconnu ses erreurs en 1929 et fut réintégré en 1930. Il était, ces derniers temps, un des plus hauts fonctionnaires du commissariat aux Transports;

4) Mme Serebriakova, femme divorcée du précédent, devait ensuite épouser M. Sokolnikov et l'accompagner à Londres, comme ambassadrice des Soviets. Elle a publié, sous le titre *Confrontation*, une série de tableaux de la vie anglaise, où elle a tenté de ridiculiser les habitudes et les traditions de la bourgeoisie britannique. Son livre, qui est un véritable pamphlet, fut sévèrement jugé à Londres. Mme Serebriakova se trouve compromise dans la même affaire que ses deux maris;

5) Arkous, trozliste connu, haut fonctionnaire de la Banque d'Etat. Il est accusé d'avoir profité de ses fonctions pour constituer à l'étranger, en faveur des trozlistes et dans des buts politiques, un trésor de devises et d'or;

6) Poutna, commandant de corps d'armée, attaché militaire à Londres. Poutna a été un des collaborateurs de Trotzki au commissariat à la Guerre et était resté un de ses fidèles partisans. Il a été arrêté à la frontière soviétique à son récent retour de Londres.

A cette liste, il convient d'ajouter les noms de Karl Radek et de Piatakov. Radek serait très compromis par les récents aveux de Sokolnikov. Son arrestation a fait sensation dans les milieux étrangers de Moscou, où il était très connu. Quant à celle de Piatakov, elle a produit une impression pénible dans les milieux industriels, où l'ancien commissaire du peuple était très estimé. Lénine l'appréciait beau-

coup et, avant de mourir, le désigna, dans ses notes, à l'attention du parti comme un des jeunes les plus brillants de l'équipe bolcheviste.

Enfin, M. Raievski, rédacteur en chef du *Journal de Moscou*, officieux soviétique de langue française, est lui aussi en prison depuis quelques semaines. Notons en passant que la malchance semble s'acharner sur les directeurs de cet hebdomadaire. Le premier, Loukianov, a été arrêté, il y a un an pour une affaire mystérieuse, et remplacé par Raievski, qui succombe à son tour aujourd'hui. Raievski a été lui-même remplacé par M. Victor Kin, ancien directeur du bureau de Paris de l'agence Tass, auquel il faut évidemment une certaine crânerie pour affronter le « jamais deux sans trois ». Quant à Rykov et à Boukharine, ils ont été mis hors de cause après enquête.

LES ARRESTATIONS EN UKRAINE

L'Ukraine n'est pas épargnée par la vague de suspicion. Plusieurs hauts fonctionnaires du parti et de l'administration, ainsi que quelques officiers supérieurs, sont sous les verrous. C'est le cas de Kotzubinski, ancien vice-président du conseil des commissaires du peuple d'Ukraine, et de nombreuses personnes de son entourage. Ils sont accusés d'avoir comploté contre le lieutenant de Staline à Kiev, Kos-

sior, et d'avoir été en relations avec Trotzki ainsi qu'avec des milieux polonais et allemands.

Plusieurs officiers supérieurs sont arrêtés, en particulier Tourovski et Primakov, du commandement de la région de Kharkov, et Schmidt, à Kiev.

VERS UN NOUVEAU PROCES ?

Les autorités ont en mains les éléments d'une nouvelle grosse affaire liée au procès du mois d'août. Selon la pratique ordinaire de « l'amalgame », se trouvent impliqués ensemble des opposants de droite et de gauche auxquels il sera reproché d'avoir comploté contre Staline et ses lieutenants. Ce sera la suite du procès Kamenev-Zinoviev.

Ce nouveau grand procès aurait lieu après les fêtes anniversaires de la Révolution et avant la réunion du prochain congrès des Soviets, qui doit voter la nouvelle constitution, c'est-à-dire après le 7 et avant le 25 novembre.

Cependant, certains pensent que les accusés seront jugés à huis clos et que, seul, le verdict sera publié. Le procès d'août ayant produit une impression pénible à l'étranger, en particulier dans les milieux de la II^e Internationale, les autorités renonceraient à ouvrir un second procès à grand spectacle.

X X X

Le cas de la Géorgie

Il est autrement intéressant que celui de l'Ethiopie

Dans ses numéros du 22 et du 25 septembre, L'Etoile Belge a consacré à la question géorgienne deux articles de fond d'un accent et d'une élévation d'esprit qui honorent la pensée belge.

Nous sommes heureux de les offrir à nos lecteurs.

La Commission de vérification des pouvoirs des délégués à la S.D.N. se heurte à de sérieuses difficultés. Si les pouvoirs des délégués de l'ex-Négus étaient par hasard validés, cette décision risquerait de faire rebondir le conflit italo-éthiopien.

Il est incroyable que la question soit posée. L'ex-Négus a pris la fuite, en abandonnant son peuple, mais en sauvant la caisse. L'Ethiopie a été régulièrement intégrée dans l'Empire italien. Comment, dès lors, envisager même la possibilité d'admettre la délégation du fuyard ?

Nous entendons l'objection : l'Ethiopie a été conquise par la force. Le droit doit primer celle-ci.

Faisons observer, tout d'abord, que la grande majorité des chefs abyssins a fait sa soumission à l'Italie ; ensuite, qu'il s'agit non d'une nation civilisée, mais d'un agglomérat de peuplades dont la plupart avaient été soumises contre leur gré, au jour du Négus.

Ce sont là des considérations qui auraient dû faire écarter d'emblée la délégation de l'ex-Négus.

D'autant plus que la S.D.N. s'obstine à rester sourde aux émouvants appels d'une nation, civilisée celle-là, annexée par la force.

Il s'agit de la Géorgie, intégrée malgré

elle, dans l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Précisément, celle-ci a pris position pour l'Ethiopie contre l'Italie. De même, elle avait condamné l'intervention du Japon en Chine au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes !

Comme le faisait remarquer l'Association Géorgienne dans une lettre au secrétariat de l'Union pour la S.D.N., cette attitude de Moscou projette une lumière crue sur le côté politique du problème géorgien.

On connaît les thèses justificatives de l'Italie et du Japon : ce sont la nécessité d'expansion, la sécurité des frontières et l'intérêt supérieur de la civilisation. Or — il faut rendre justice à la Russie Soviétique — elle n'a jamais dit que l'invasion de la Géorgie et l'occupation de son territoire par l'armée russe avaient été accomplies sous la pression de la nécessité d'expansion, ni pour la sécurité des frontières russes, encore moins dans l'intérêt supérieur de la civilisation.

D'autre part, étant donné le peu de densité de sa population, ce n'est pas la nécessité d'expansion qui a poussé la Russie aux actes de violence contre la Géorgie.

La sécurité des frontières russes ne joue aucun rôle dans la querelle russo-géorgienne. La Géorgie n'a jamais menacé les

frontières russes et il est évident qu'elle ne peut matériellement présenter un danger pour la sécurité de ses frontières.

Reste la question de la civilisation.

Il serait audacieux de la part de l'U.R.S.S. de se prévaloir d'une mission civilisatrice quelconque.

Dans un prochain article, nous montrons que du point de vue juridique, le rétablissement de la souveraineté nationale de la Géorgie va s'imposer et qu'il est incroyable — pour ne pas employer un mot plus vif — que la S.D.N., pour complaire à l'U.R.S.S. reste sourde à l'appel d'un noble peuple alors qu'elle délibère sur le cas d'un ex-tyran qui n'a même pas eu le courage de se mettre à la tête de ses hordes pour résister à l'envahisseur. Or, celui-ci apporte à l'Ethiopie cette civilisation latine que l'on ne cesse de célébrer, tandis que l'U.R.S.S. fait subir une odieuse dictature à la noble nation qu'elle a annexée par la force.

LE POINT DE VUE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET DE L'UNION SOVIÉTIQUE

Nous avons démontré que, du point de vue politique, l'annexion de la Géorgie par l'U.R.S.S. ne se justifiait en rien.

Au point de vue juridique, le statut de cette nation est également inattaquable. Il est consacré par un traité dûment conclu le 7 mai 1920 avec la Russie Soviétique et par un accord international intervenu le 27 janvier 1921.

Voici l'article 1^{er} de ce traité :

« La Russie reconnaît sans réserve l'indépendance et la souveraineté de l'Etat Géorgien et renonce de plein gré à tous les droits souverains qui appartenaient à la Russie à l'égard du peuple et du territoire géorgiens. »

L'article II est non moins catégorique :

« La Russie renonce à toute intervention dans les affaires intérieures de la Géorgie. »

Ce traité a été suivi d'un accord international : le 27 janvier 1921, l'Angleterre, la France, l'Italie, la Belgique et le Japon, réunis en Conseil suprême, reconnurent « de jure » la souveraineté de l'Etat Géorgien. C'est donc une reconnaissance « collective », prise en commun, après un échange de vues et un examen minutieux de la question. Elle a donc toute la portée d'un accord international.

Rappelons que, en 1925, interpellé par M. Brunfaut, M. Vandervelde, alors ministre des Affaires étrangères, déclara que la Belgique ne pourrait reconnaître l'U.R.S.S. que lorsque celle-ci aurait libéré la Géorgie. Depuis, il est vrai, il a abandonné celle-ci — de même que la défense des intérêts belges en Russie — pour préconiser la reprise des relations sans conditions.

Pour en revenir au statut international de la Géorgie, il a été également reconnu par l'Allemagne, la Pologne, la Roumanie, la Turquie et un grand nombre d'autres Etats d'Europe et d'Amérique.

D'autre part, la S.D.N. eut, deux fois, l'occasion d'exprimer sa volonté au sujet du conflit russo-géorgien. La résolution du 22 septembre 1922 est ainsi conçue :

« L'Assemblée de la S.D.N., émue de la situation malheureuse dans laquelle se trouve actuellement la Géorgie, envahie et occupée contre le gré des habitants, invite le Conseil à suivre avec attention les événements dans cette partie du monde, de manière à saisir les occasions qui pourraient se présenter d'aider au retour de ce pays à une situation normale. »

Cette résolution a été renouvelée et confirmée par une autre résolution prise le 25 septembre 1924, dans laquelle il est dit :

« La résolution de 1922 étant acquise,

il est permis d'y ajouter l'espoir que les gouvernements des Etats-membres de la Société pourront assister éventuellement le Conseil, soit en lui fournissant des informations, soit en lui prêtant le concours de leur influence pacificatrice. »

Tel est le point de vue de la S.D.N.

Quel est celui de l'Union Soviétique ?

On n'ignore pas que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est un des principes fondamentaux de l'idéologie soviétique. Ce principe est même devenu une loi positive : l'article IV de la Constitution soviétique considère l'Union Soviétique comme une association de peuples libres et accorde expressément à chacun d'eux le droit d'y entrer et d'en sortir librement au sein de la S.D.N. bien que — hâtons-nous d'ajouter — la question de souveraineté de la Géorgie n'ait rien à voir avec la législation interne du pays qui la domine.

Le terrain est donc parfaitement déblayé de part et d'autre. Reste à entamer la conversation au sein de la S.D.N. et à tâcher de résoudre le problème dans le cadre et l'esprit du Covenant.

Mais qui peut le faire ? « Qui » peut prendre cette initiative ?

Nous croyons qu'il faut suivre les indications contenues dans la résolution même de la S.D.N., que nous venons de citer. Il y est dit : « Les gouvernements des Etats-membres de la Société pourront assister le Conseil à lui prêter le concours de leur influence pacificatrice. » Ce sont donc les Etats-membres de la S.D.N. qui sont invités, spécialement pour la défense des droits souverains de la Géorgie, à prêter au Conseil « le concours de leur influence pacificatrice ».

Tels sont le fond et l'aspect général du problème géorgien.

La Géorgie, pays civilisé, est autrement qualifiée que l'Ethiopie, à moitié barbare, pour demander à la S.D.N. d'intervenir pour mettre fin à l'occupation actuelle de son territoire par l'armée russe et pour la rétablir dans sa souveraineté nationale.

Mais la S.D.N. écoute l'ex-Négus et reste sourde à l'appel de la Géorgie. Elle ménage l'U.R.S.S. et elle mécontente l'Italie...

Faut-il conclure ?

R.

Les richesses de la république d'Azerbaïdjan

Le territoire de l'Azerbaïdjan est d'une grande richesse ; ses ressources naturelles sont incalculables et varient à l'infini.

Les bassins de la Koura et de l'A-raxe, les steppes de Mougan et de Mil avec leurs plantations de coton, les vastes forêts qui couvrent les contre-forts de la chaîne du Grand Caucase,

les pâturages alpins donnent au pays un aspect riant et cultivé en même temps que des possibilités de développement de la culture du coton, de la sériciculture, de l'élevage et de la culture des céréales.

Pour ce qui est des richesses du sous-sol, il suffit de citer les gisements exceptionnels riches en naphte

de la presqu'île d'Apchéron, considérés comme parmi les plus riches du monde avec ses trente couches horizontales de réserves de naphte.

Parmi les autres richesses naturelles il convient de signaler le fer qu'on trouve sur plusieurs points du pays, notamment dans le rayon d'Alabachli, le manganèse du rayon de Molla Djailinsk. On trouve aussi en maints endroits de l'or, de l'argent, du cuivre, du cobalt, du sel gemme, etc. Citons également les très importantes pêcheries de la Caspienne, à l'estuaire de la Koura. Commençons d'abord par la principale richesse du pays : le naphte. Et avant que de passer aux statistiques, disons quelques mots sur l'importance mondiale du naphte.

**

Il serait difficile d'insister sur l'importance du naphte pour l'industrie et les transports, dans le cadre de cet article. Nul n'ignore, en effet, qu'il n'est pas de pays qui puisse se passer du naphte. Ce produit est encore plus indispensable à l'armée qu'à l'industrie. De nos jours, sans la benzine, les autos, les camions, les transports de munitions pas plus que la cavalerie « motorisée », que l'artillerie ou l'aviation ne peuvent être mis en mouvement. Sans le mazout, les croiseurs, les sous-marins, etc. seraient inutilisables. Dans les conditions actuelles, une armée, privée de naphte est vouée à l'inaction et, conséquemment, à la capitulation. A la fin de 1917, Clemenceau envoya un télégramme angoissant au président Wilson : « Chaque goutte de pétrole vaut une goutte de sang », disait-il, et de fait, ce n'est qu'en raison du manque de benzine et de naphte que l'Allemagne perdit la campagne, bien près de son heureuse

issue. La phrase célèbre de lord Curzon en est le meilleur témoignage : « Les alliés ont été portés à la victoire sur des flots de pétrole... »

Ainsi les Etats n'ayant point de réserves suffisantes de naphte et dépourvus de moyens de s'en procurer sont voués à l'inaction en temps de guerre, quel que soit le nombre et la valeur de leurs armées. En conséquence, l'Azerbaïdjan qui occupe la deuxième place pour la production du naphte, après le Venezuela, mérite une attention toute spéciale.

Décrivant ici, succinctement, les richesses naturelles de la république d'Azerbaïdjan, nous ne pouvons nous arrêter aussi longtemps qu'il le faudrait sur l'industrie du naphte. Nous avons eu recours ici à un article de M. Baguirov, paru dans la *Pravda* du 14 juillet 1936, article d'un grand intérêt pour nous en raison des données statistiques qu'il fournit et qui, dans les conditions actuelles, sont officielles.

**

L'apparition du naphte à la surface de la terre est signalée en maints endroits du Caucase oriental. Ces sources se trouvent principalement dans la presqu'île d'Apchéron, plus particulièrement dans le voisinage de Bakou ; c'est là où s'élèvent les principales usines qui s'occupent de la transformation du naphte en huiles d'éclairage et autres sous-produits. Au point de vue technique, l'industrie pétrolière de Bakou et de ses environs est bien agencée. Les principaux points où l'on procède à l'extraction du naphte et où furent investis d'énormes capitaux étrangers, avant la révolution se trouvent à Balakhana, Saboungui, Romani, Bibi-Eybat, Gaïnagadi-Sourakha-

ni. Pressés d'argent, les bolcheviks se mirent à exploiter de nouveaux rayons, tels ceux de Boukhta Zih, de Kala, de Lok-Batan, de Kara-Tchoukhour, de Pouta, de Zih etc. Actuellement, le gouvernement soviétique se propose de commencer des travaux sur d'autres points : à Ker-Guez, Kizil-Tepe, Chongar et Polbah.

Les bolcheviks font l'impossible pour tirer parti des richesses pétrolières de l'Azerbaïdjan. On a l'impression que par crainte de ne pouvoir longtemps encore rester les maîtres de la situation au Caucase, ils se dépêchent d'exploiter par des moyens clandestins, allant jusqu'à tout sacrifier pour la récupération de ces richesses. Ils ne regrettent pas les capitaux pour cette affaire. Dans le rayon de la Ville Noire, par exemple, où l'exploitation du naphte se faisait jusqu'à présent d'une façon toute primitive, on vient de construire des usines fort bien montées pour le raffinage du naphte. Ces usines ont été construites sur le modèle des usines américaines. Ces investissements de capitaux donnent à la Russie soviétique des bénéfices considérables. C'est ainsi que deux des plus importantes usines de raffinage de naphte d'Azerbaïdjan, l'usine Staline et l'usine Piatakov produisent 43.000 tonnes de naphte par 24 heures alors que les 42 raffineries de naphte de Roumanie ne produisent ensemble que 34.000 tonnes, que 42 raffineries canadiennes donnent 22.000 tonnes, que 29 raffineries allemandes en donnent 6.500 et que 13 raffineries anglaises en donnent 11.000.

Pour se faire une idée de l'importance de l'industrie du naphte d'Azerbaïdjan, il suffit de produire ici le chiffre officiel soviétique. La production moyenne journalière du naphte

atteint actuellement 56.000 tonnes. En 1935, l'industrie pétrolière azerbaïdjannienne a donné presque trois fois plus de naphte que la compagnie anglo-persane et presque deux fois plus que l'ensemble des pays du Proche-Orient, Iran, Egypte, Irak, îles Bahreim et quatre fois plus que le Mexique.

II

Les autres richesses naturelles d'Azerbaïdjan méritent aussi une grande attention. Il convient de remarquer qu'ici encore les bolcheviks font l'impossible pour ne rien laisser à la future génération. De même que pour les richesses pétrolières, ils exploitent tout ce qu'il est possible d'exploiter et ils exportent pour les besoins du gouvernement soviétique et d'une propagande bolcheviste plus intensive en Occident.

L'Azerbaïdjan est traversé par toute une série de grands et de petits cours d'eaux, alimentés par des torrents et des rivières qui descendent des glaciers. Dans leur partie supérieure toutes ces rivières, véritables torrents, se précipitent dans les vallées avec un bruit d'enfer. Ce n'est qu'à leur sortie des vallées que leur cours devient plus calme et aussi plus profond. L'étude de la puissance de ces rivières d'Azerbaïdjan a permis d'évaluer cette force à 4 millions de chevaux. 80 stations électriques y ont été construites et, dans ce nombre sont comprises nombre d'importantes hydro-stations. En ce moment, on construit même une puissante hydro-station sur la rivière Terter qui donnera le courant à toute l'industrie de Gandja.

De nouvelles branches industrielles ont été créées en Azerbaïdjan : ate-

liers de construction de machines pétrolières, usine modèle de caoutchouc synthétique, usines pour la fabrication de l'iodobromure, de l'aluminium, de l'arsenic, de baryte et d'asphalte.

L'on sait aussi que le mûrier (*morus alba*) originaire, dit-on, de la Chine, est très répandu en Azerbaïdjan. Pour les besoins de la soie, on le cultive principalement dans le district de Zakatal, dans les arrondissements de Noukha, d'Agdal, de Guendje et de Chemakha où cette branche de l'économie rurale prospère depuis les temps très éloignés. C'est précisément dans ces régions que se trouvent les filatures et les fabriques de soie.

D'importants combinats de tissage et des fabriques de drap fonctionnent à Gandja et à Bakou.

III

L'Azerbaïdjan est un pays favorable à la culture de nombre de plantes qui poussent dans des climats froids et tempérés. Tout d'abord les céréales depuis l'orge jusqu'au riz qu'on trouve dans les vallées chaudes de l'Azerbaïdjan, notamment dans sa partie orientale. Mais la principale branche de l'économie rurale azerbaïdjanienne est celle de la culture du coton, qui se développe avec succès depuis ces 40 dernières années. Les plantations de coton couvrent une surface de 193.500 hectares. La récolte moyenne du coton est de 30 à 35 quintaux par hectare.

L'Azerbaïdjan occupe, après le Turkestan, la deuxième place pour la production du coton ; par contre, il occupe la première place par la haute qualité de son coton égyptien. La meilleure qualité de coton qui soit au monde, le « *si-aïland* », s'acclimate pleinement en Azerbaïdjan. La culture du

coton en Azerbaïdjan est largement favorisée par l'irrigation artificielle. La nécessité de l'eau a rendu possible le perfectionnement à outrance de l'ancien art oriental de construction à une assez grande distance de canaux d'irrigation ; à cet effet, le droit d'utilisation des eaux courantes, habituel dans les pays d'Orient, a été largement appliqué. En maints endroits d'Azerbaïdjan s'élèvent des constructions imposantes, établies selon toutes les règles de l'art de l'hydro-technique ; leur débit en eau est calculé de façon à permettre l'irrigation de vastes étendues de terre. Des canaux amènent l'eau de la Koura et de l'Araïxe dans des endroits autrefois déserts et c'est ainsi qu'il a été possible de conquérir sur le désert 160.000 hectares de terre et d'irriguer les steppes de *Mil* et de *Mougan*.

**

La flore azerbaïdjanienne a de nombreux traits de ressemblance avec la flore de l'Europe centrale. Ce qui la différencie c'est que cette flore est beaucoup plus puissante, plus luxuriante. L'influence de la végétation du bassin méditerranéen s'exprime par la présence d'un certain nombre d'espèces éternellement vertes, telles le *Buxus Sempervirens*, le laurier-cerise, l'*ilex aquifolium*. A signaler que dans l'arrondissement de Lenkoran qui possède un climat subtropical, existent tous les éléments sud-asiatiques. Dans les champs et les jardins de l'Azerbaïdjan l'on y cultive l'oranger, le mandarinier, le citronnier, le thé, le grenadier, le figuier, l'olivier, l'amandier, etc. Actuellement, le pays compte 137 hectares de plantations de thé. Dans la région de Lenkoran et d'Astari on compte 127.000 orangers et ci-

M.

La lutte actuelle de l'Ukraine contre Moscou

La famine en Ukraine sous la domination moscovite est un fléau permanent, et c'est pourquoi la lutte de l'Ukraine contre Moscou est réellement celle de la nation ukrainienne pour son existence nationale. Le gouvernement moscovite a reconnu lui-même cette famine catastrophique par la déclaration de son représentant en Ukraine. Le président de la République ukrainienne soviétique, Petrovski, a déclaré en effet, le 7 octobre 1932, que le chiffre de la population de l'Ukraine est de 32.122.000 âmes. Le même Petrovski annonça, le 7 novembre 1934, que le chiffre de la population de l'Ukraine soviétique était à la fin de l'année 1933 seulement de 31.686.000 âmes. Cela signifie donc une diminution de 436.000 âmes. Si on considère que la natalité moyenne des années précédentes en Ukraine était de 622.666 unités et que le chiffre approximatif de l'immigration moscovite est d'un million de personnes, on peut en déduire que l'Ukraine a perdu à cause de la famine de 1932-33, plus de 2 millions d'êtres humains.

Depuis la collectivisation de l'agriculture, la famine sévit en Ukraine à l'état endémique. Le membre du gouvernement ukrainien soviétique, Kosior, a déclaré à la fin de 1933 que les écoles ukrainiennes comptent 5 millions d'enfants, et en décembre 1935, le satrape de Moscou en Ukraine, Postychev, a déclaré que pendant l'année scolaire 1934-35, 4.685.000 enfants seulement fréquentaient les écoles.

Avant la domination bolchéviste, l'Ukraine n'avait jamais connu la fa-

mine. Celle qui règne actuellement n'est pas un fléau naturel, mais la conséquence de la politique du gouvernement moscovite en Ukraine, la conséquence d'une exploitation économique effrénée, qui provoque la mort des Ukrainiens par la famine et les maladies épidémiques qui en découlent. La situation effroyable de l'Ukraine est décrite très clairement dans le dernier livre du Dr Amende, « Muss Russland hungern ? ». La famine en Ukraine ne cessera qu'avec la délivrance de la domination moscovite, et c'est pourquoi la lutte économique, sociale et culturelle est au fond toujours en Ukraine une lutte nationale et politique, la lutte pour l'indépendance.

Les efforts du gouvernement pour donner en Ukraine la primauté à l'industrie sur l'agriculture, et à la population urbaine sur celle des campagnes, ne furent pas couronnés de succès. L'agriculture ukrainienne joue le premier rôle dans la lutte entre l'Ukraine et Moscou, parce que la bureaucratie soviétique et l'armée rouge sont ravitaillées principalement par les denrées alimentaires que le gouvernement récolte en Ukraine. Les paysans forment près du 85 % de la nation ukrainienne, et ils représentent une masse nationale compacte, presque sans immixtion allogène, extrêmement résistante à toutes les influences du bolchévisme. Cet immense réservoir de forces nationales est une puissante source pour la renaissance ukrainienne. Les plus violents efforts du gouvernement moscovite pour assimiler les Ukrainiens, et la terreur diri-

gée contre le mouvement national ukrainien, n'ont pu contenir cette renaissance. La minorité moscovite en Ukraine, qui comptait en 1897 encore 10 % de toute la population, atteignait en 1926, selon la statistique soviétique elle-même, moins de 9 %.

La lutte du régime de l'occupation moscovite est beaucoup plus difficile contre les paysans que contre les ouvriers ukrainiens. L'hostilité de la population rurale contre la bureaucratie soviétique, la grande distance qui sépare des villes la plupart des villages, et l'absence de bonnes routes, rendent le travail des agents moscovites dans les villages ukrainiens non seulement très difficile, mais même dangereux. La protection de ces agents par la police et la force militaire n'est pas toujours efficace, mais toujours très coûteuse.

La collectivisation de l'agriculture n'a pas brisé la résistance des paysans ukrainiens : elle n'a fait que changer les formes de la lutte. Chaque village collectivisé (Kolkhoz) est devenu une petite forteresse, qui poursuit vigoureusement la lutte, non seulement contre l'exploitation démesurée du gouvernement, mais contre toute immixtion moscovite en général. La résistance des paysans ukrainiens contre Moscou détermine toute la politique agraire du gouvernement soviétique, non seulement en Ukraine, mais dans toute l'U. R. S. S. Les efforts du gouvernement pour remplacer le travail des animaux anéantis pendant la collectivisation n'ont pas eu de succès. Les tracteurs et autres machines agricoles sont trop coûteuses pour l'économie soviétique. En 1935, les stations des machines et des moteurs (S. M. M.) ont reçu du gouvernement une subvention de 1.600.000.000 de roubles. A cette occasion on a calculé que le

travail des machines agricoles peut être profitable seulement si un hectare donne au moins 22 m. cubes de blé. Or, les meilleurs rayons ne rendent actuellement pas plus de 12 m. cubes par hectare.

La lutte des paysans ukrainiens contre le gouvernement soviétique se modifie suivant les circonstances, mais elle ne fait que s'élargir et se renforcer. La résistance passive des Kolkhoziens, les sabotages, la terreur contre les agents bolchévistes, etc., sont autant de moyens adoptés par les paysans ukrainiens contre le gouvernement de Moscou. Au printemps de 1934, Postychev se plaignait que les nationalistes ukrainiens rouent de coups et tuent même des correspondants de journaux bolchéviks, incendient les maisons des partisans communistes et les persécutent par mille moyens. La presse soviétique communique en même temps des rayons d'Odessa, Wynnytcia, Tchernyhiv, etc. que les « pétluriens » (partisans de Petlura) empoisonnent les chevaux, volent du blé, abîment des machines agricoles, détruisent des S.M.T. et des organisations communistes, etc., pour empêcher l'ensemencement des champs. Le maréchal Boudennyi se plaignait amèrement de l'anéantissement par des saboteurs de milliers de chevaux nécessaires à la cavalerie soviétique.

La lutte acharnée des Kolkhoz en Ukraine et le danger de guerre ont contraint le gouvernement soviétique à faire quelques concessions aux paysans. Il a donné des parcelles de terre pour l'usage privé des familles de Kolkhoziens, permis de posséder quelques têtes de bétail, etc. Les paysans ont considéré ces concessions comme un signe de faiblesse du gouvernement, et comme un commencement de l'abro-

gation du régime kolkhozien en général. La presse soviétique se plaignait beaucoup du fait que les Kolkhoziens cultivent leurs propres champs et élèvent leur propre bétail plus soigneusement que le bien des kolkhoz. Les réformes, soi-disant démocratiques du gouvernement de Moscou, l'égalité d'élection, l'autonomie financière des communes rurales, la petite amnistie partielle, etc., ont fait très peu d'impression sur les paysans, et elles n'ont pas amélioré les relations entre le pays ukrainien et Moscou. Il en est de même de la loi concernant la possession « éternelle et successorale » des terrains par les Kolkhoz. Cette possession est en vérité très illusoire, parce que non seulement la direction, mais même le directeur ou un simple employé peut exclure une famille du Kolkhoz. C'est ainsi qu'ont été expulsées des Kolkhoz des milliers de familles, déportées dans les champs de travail forcé dans les forêts du nord ou employés à la construction de canaux, de fortifications ou de voies stratégiques.

En automne 1935, l'Ukraine fut le théâtre d'une lutte acharnée entre les paysans et les autorités soviétiques. Les paysans retinrent le blé le plus longtemps possible et refusèrent de le livrer au gouvernement. L'emploi des machines combinées (Combains) qui battent le blé fut saboté par les paysans qui détériorent les machines. Les « Izvestia » ont relaté que dans les rayons de Dnipropetrovsk, Odessa, du Caucase du Nord et de la province de la Mer Noire et d'Azov la moisson y avait été très mal faite et que le blé avait pourri pour être resté sous la pluie. Et lorsque le gouvernement obligeait les paysans à livrer le blé avant terme, il arrivait souvent qu'il était tellement humide qu'une bonne partie était inutilisable.

La moisson de cette année illustre de nouveau la lutte pour le blé que mènent les paysans contre le gouvernement. Les « Izvestia » du 30 juillet 1936 écrivent que la moisson n'est pas satisfaisante. La différence entre la quantité du blé fauché et battu est particulièrement grande en Ukraine et dans le Caucase du Nord. On laisse dans beaucoup de rayons de 1,5 à 4 cnr de blé par hectare dans le champ.

La même résistance acharnée est opposée par les paysans contre la livraison forcée de la viande et des autres denrées alimentaires. Une grande partie des rayons ukrainiens ont livré en 1935 seulement 50 % à 70 % de la quantité de viande prescrite, malgré toutes les menaces et les punitions très sévères de la part du gouvernement de Moscou. Les paysans ukrainiens craignent maintenant davantage la famine que le gouvernement moscovite.

Les méthodes d'esclavage en usage dans l'agriculture en Ukraine rendent l'économie très déficitaire et poussent le gouvernement à une exploitation toujours plus intense des paysans, ce qui augmente encore leur résistance. La méthode de Stakhanov a provoqué notamment une effervescence générale dans toute l'Ukraine, particulièrement dans les plantations de betteraves à sucre. Les gérantes des groupes d'ouvrières qui se sont engagées à cultiver 500 quintaux de betteraves par hectare et qui ont été pour cela reçues et décorées par Staline lui-même, au Congrès des Stakhanoviens ont trouvé à leur rentrée au village un accueil très hostile. Les assemblées dans lesquelles elles firent un rapport de leur voyage à Moscou, furent dispersées par les nationalistes ukrainiens, et les protégées de Staline furent frappées et blessées au cours des

bagarres qui s'ensuivirent. Quelques-uns des agresseurs furent fusillés, d'autres déportés, et la conséquence de ces faits fut un nouvel accroissement de haine de la population ukrainienne contre les exploiters moscovites. Quant aux résultats pratiques de la méthode de l'exploitation de Stakhanov en l'Ukraine, ils sont négatifs. En 1911, 103.540.000 quintaux de betteraves ont été récoltés en Ukraine et en 1935, 112 millions seulement. Au cours de cette lutte contre le gouvernement de Moscou, se forme toujours davantage un *front commun*, non seulement des Kolkhoz, mais aussi des organes de l'administration soviétique et même des organisations communistes locales, qui sont souvent punies par le gouvernement central pour leur impuissance à briser la résistance de la population agricole.

L'industrialisation de l'agriculture réalise de plus en plus la solidarité entre les paysans et les ouvriers ukrainiens. L'abrogation des cartes de pain et autres privilèges concédés aux ouvriers affermit aussi leur communauté avec les paysans dans la lutte contre Moscou. D'autre part, la collectivisation de l'agriculture et la famine ont poussé des millions de paysans ukrainiens vers les villes, dans les fabriques et dans les mines, augmentant d'autant la force nationale des ouvriers et leur résistance à l'assimilation moscovite.

La lutte de la classe ouvrière ukrainienne contre Moscou est d'autant plus difficile que les villes en Ukraine possèdent une importante minorité moscovite et juive. Elle revêt également l'aspect d'une lutte pour le caractère national des villes ukrainiennes. Il faut dire que cette lutte a remporté, malgré toutes les mesures assimilatrices et la terreur exercée par le gouver-

nement, un succès considérable. Selon la statistique de 1926, la population des villes en Ukraine comptait 47,39 % d'Ukrainiens, 25,10 % de moscovites et 22,7 % de Juifs. Des chiffres très intéressants concernant l'accroissement de l'élément ukrainien dans les villes furent donnés par Kosior dans son discours au congrès du parti communiste ukrainien au cours de l'hiver de 1934. Il déclara que le nombre des ouvriers et des employés de nationalité ukrainienne dans toutes les branches de l'économie nationale ukrainienne était en 1928 de 2 millions, et en 1933 de 4,4 millions.

Le pourcentage des Ukrainiens dans l'industrie et les bâtiments était en 1926 de 41 %, en 1932 de 53 % ; dans les mines de charbon il était en 1926 de 35 %, en 1933 de 46 % ; dans la métallurgie, en 1926 de 44 %, en 1933 de 53 % ; dans l'industrie chimique, en 1926 de 51 %, en 1933 de 58 %.

Bien que le gouvernement soviétique ait favorisé par tous les moyens l'immigration des ouvriers moscovites vers les villes ukrainiennes, il a été impuissant à empêcher vraiment la renaissance nationale de celles-ci. Kharkov, dont les 38,3 % seulement de la population était ukrainienne en 1926, comptait déjà 50 % en 1933. Dnipropetrovsk qui en 1926 comptait 36 % d'Ukrainiens, en comptait 48 % en 1933.

Le développement du mouvement national parmi les ouvriers ukrainiens est reconnu par la presse soviétique elle-même, qui se plaint de ce que la propagande nationaliste a détruit la solidarité prolétarienne en Ukraine.

Les paysans et les ouvriers ukrainiens ont subi de graves pertes dans leur lutte contre Moscou, mais les plus graves pertes ont été celles des intellectuels ukrainiens. Il en restait très

peu en Ukraine, ceux qui n'avaient pu fuir à l'étranger ayant été fusillés ou déportés. Mais les paysans et les ouvriers ukrainiens ont reconstitué déjà une nouvelle classe d'intellectuels, qui lutte vigoureusement pour l'indépendance de la nation ukrainienne. Tous les efforts du gouvernement pour corrompre les intellectuels ukrainiens par certaines concessions culturelles sont demeurés infructueux. La thèse bolchéviste de la « culture nationale par la forme et socialiste par le contenu » ne pouvait pas tromper les intellectuels ukrainiens. Car le contenu de la culture suggérée à la nation ukrainienne par Moscou n'était pas prolétarien, mais bien entièrement moscovite national. Et la classe intellectuelle en Ukraine lutte sans trêve, malgré la répression effroyable, contre l'assimilation moscovite.

Les dommages culturels subis par la nation ukrainienne ne sont pas moins importants que ses pertes matérielles. Le gouvernement soviétique décime la population ukrainienne par la famine et s'efforce de détruire les bases de la culture ukrainienne. Les musées ukrainiens sont dépouillés, l'académie des sciences a été dispersée, les savants ukrainiens remplacés par des agents bolchévistes presque illettrés, le travail de philologues ukrainiens arrêté, les grands dictionnaires encyclopédiques confisqués. Toute édition nouvelle est interdite et tout travail scientifique est rendu impossible. Les anciens monuments de la culture ukrainienne, tels que le couvent Saint-Michel, ont été détruits. Le ministre de l'Instruction publique, Skrypnyk, se suicida parce qu'il vit son oeuvre anéantie. Quelques autres grands communistes ukrainiens suivirent son exemple. Plusieurs écrivains ukrainiens ont été fusillés. Le célèbre savant ukrainien, le prof. Hru-

chevski, devint aveugle et mourut déporté dans la plus atroce misère. Plusieurs autres savants ukrainiens subirent le même sort.

Mais les savants et les professeurs dans les écoles de l'Ukraine poursuivent leur travail national-culturel et national-politique, malgré toutes les persécutions de la part du gouvernement moscovite. Le dictateur moscovite en Ukraine, Postychev, qui expulsa des écoles ukrainiennes pendant 11 mois plus de 4.000 professeurs, se plaignait amèrement l'année d'après que beaucoup de partisans de Petlura et de chauvinistes ukrainiens étaient encore en place et qu'ils inculquent aux enfants des idées contre-révolutionnaires et nationalistes. Il prétendit dans un de ses nombreux discours que les écoliers correspondant avec des journaux bolchéviks ou avec des membres de l'organisation de la jeunesse communiste (Komsomol) étaient souvent battus et persécutés par les écoliers nationalistes ukrainiens. Il va sans dire que Postychev exigeait par là de nouvelles persécutions contre les professeurs et les écoliers nationalistes ukrainiens.

Le mouvement ukrainien est malgré tout en développement constant, et toutes les pertes d'intellectuels sont toujours vite compensées par les nouvelles forces qui lui viennent de la masse de la nation. La classe des intellectuels demeure ainsi à l'avant-garde de la lutte nationale contre Moscou.

Les persécutions nationales en Ukraine ne font qu'augmenter l'intensité de cette lutte nationale. Toute résistance dans le domaine économique, social ou culturel est réprimée comme un crime politique contre « l'Etat prolétarien », et c'est pourquoi cette résistance se transforme aussitôt en lutte nationale politique. Ce fait a été égale-

ment reconnu par le membre du gouvernement soviétique ukrainien, Kossior, qui déclara dans un de ses discours que la lutte contre-révolutionnaire en Ukraine marche presque toujours sous le drapeau nationaliste. Il affirma également qu'une grande partie des partisans de cette lutte se dissimulaient dans le parti communiste pour avoir une légitimation dans la poche, et qu'ils se tenaient en contact avec les organisations ukrainiennes à l'étranger. Leur tâche est, selon lui, « l'anéantissement du régime bolchévik en Ukraine, la séparation de l'Ukraine d'avec l'U.R.S.S. par l'insurrection armée avec l'aide des interventionnistes étrangers ».

Le président du Conseil des commissaires du peuple de l'Ukraine, Lutschenko, déclara d'autre part, au VII^e Congrès du parti communiste ukrainien que : « Les nationalistes ukrainiens, les partisans de Petlura luttent avec acharnement contre nous. Ils sont les pires ennemis de l'Etat ukrainien soviétique ». Le ministre de la justice de l'Ukraine, Kisselov, affirma qu'au cours des derniers mois, 95 attentats et 137 procès politiques eurent lieu en Ukraine (*Visti*, 12.II.36).

En décrivant le développement de la lutte nationale-politique en Ukraine, il faut se servir de la documentation officielle, parce que la publication de communications de source ukrainienne pourrait provoquer de nouvelles persécutions et trahir les partisans de la lutte anti-soviétique. Mais les documents officiels suffisent pour démontrer que la lutte pour l'indépendance ukrainienne se poursuit sur un rythme puissant.

Les mesures du gouvernement moscovite contre le mouvement ukrainien national demeurent inefficaces, même dans les rangs du parti communiste.

20 à 30 % des membres de ce parti sont expulsés chaque année pendant l'épuration annuelle, mais l'organe central du parti communiste ukrainien constatait tristement, après la dernière épuration, que plusieurs escrocs, aventuriers, éléments contre-révolutionnaires et même des espions étrangers, demeuraient dans le parti. (*Visti*, 26. XII. 35.)

Et plus se développe la lutte de l'Ukraine contre Moscou, plus on trouve des éléments « contre-révolutionnaires », c'est-à-dire national-ukrainiens, non seulement dans le parti communiste ukrainien, mais jusque dans l'armée rouge, dans la bureaucratie soviétique et dans tout l'appareil d'Etat en Ukraine. On lit dans la presse soviétique nombre de communications révélant que des juges, des procureurs et même des chefs de rayons sont souvent expulsés du parti et traduits devant le tribunal, parce qu'ils ne combattent pas assez énergiquement le mouvement antimoscovite, et même parce qu'ils participent *de facto* à ce mouvement.

Les essais du gouvernement pour tranquilliser la population ukrainienne par de petites concessions économiques ont aussi peu de succès que le dernier grand essai pour tromper les nations opprimées : la « réforme » de la Constitution soviétique. La création du Conseil des nations, l'affirmation du droit des républiques nationales à quitter l'U.R.S.S., la proclamation de deux nouvelles républiques nationales et les autres prérogatives sur papier, sans aucune portée réelle, n'ont pas du tout amélioré les relations entre Moscou et les nations opprimées, avec l'Ukraine en premier lieu. Le gouvernement moscovite ne pouvait dissimuler que la nouvelle constitution soviétique fournit aux moscovites beaucoup de moyens pour rassembler et concentrer

les forces du nationalisme et de l'impérialisme moscovites, sans en donner aucun aux nations opprimées pour se défendre contre l'oppression moscovite, contre la terreur de la bureaucratie bolchéviste, contre l'exploitation effrénée de Moscou. La vaste propagande organisée pour la nouvelle constitution parmi les nations opprimées ne fait qu'accroître leur indignation et leur opposition. La concentration des forces moscovites sur la base de la nouvelle constitution provoque automatiquement la concentration des forces des nations opprimées dans l'U.R.S.S. et hors de ses frontières.

Le gouvernement soviétique lui-même sait très bien qu'aucune conciliation, et même qu'aucune détente temporaire dans les relations entre Moscou et les nations opprimées n'est possible. Le Kremlin comprend que seule la force des armes permet la domination moscovite sur les nations opprimées. Cet état de choses détermine

l'accroissement formidable des armements soviétiques, la concentration d'une grande partie de l'armée rouge en Ukraine et en Russie Blanche, la fortification des frontières occidentales de l'Ukraine, l'expulsion de la population ukrainienne d'une zone de 50 kilomètres le long de la frontière polonaise, l'installation de voies stratégiques, etc.

Le gouvernement soviétique sait fort bien que la solution de la lutte entre Moscou et les nations opprimées est en U.R.S.S. tout à fait invraisemblable. C'est pourquoi la préparation à la guerre devient de plus en plus un fardeau insupportable sur les épaules des nations opprimées, tout en rapprochant l'éclatement d'un conflit. Les hommes d'Etat européens qui veulent véritablement la paix, doivent s'occuper de la lutte acharnée qui se poursuit entre Moscou et les nations opprimées.

M. DANKO.

En Azerbaïdjan

Nul n'ignore en quoi consiste le mouvement Stakhanov : le record sportif de l'un des innombrables ouvriers des mines de charbon du bassin du Donetz donna l'impulsion première à ce mouvement. Ayant abattu, au cours d'une journée de travail, une énorme quantité de charbon, Stakhanov vit ses forces reconnues par toute l'Union, tandis que les communistes tirant avantage de cette situation, s'empressaient de faire de cette compétition sportive tout un système de travail dans toutes les branches de la production et de l'industrie.

Ce système consiste à obliger l'ouvrier, sous un prétexte quelconque, à travailler le plus possible et à donner le maximum de ce qu'il peut fournir. Ce système n'est pas nouveau. Il rappelle le système Taylor, c'est-à-dire le summum de l'organisation capitaliste. Le mouvement stakhanoviste a dépassé toutes les limites dans ce domaine mais au lieu de sauvegarder les intérêts du capitalisme, ce sont les intérêts du parti, du communisme et du pays des Soviets en général.

Il convient d'ajouter que tout effort ne peut se maintenir longtemps et que

toutes les forces humaines ont des possibilités limitées. L'homme ne peut toujours travailler au même rythme accéléré pendant toute la durée de son travail. Dès maintenant déjà, au pays des Soviets on commence à remarquer dans les journaux un mécontentement de ces ouvriers qui reconnaissent que les forces humaines ne leur suffisent pas pour continuer ce genre de travail. N'empêche, le stakhanovisme est nécessaire aux bolchéviks.

Qu'est-ce qui a donc fait naître ce mouvement et de quoi s'agit-il ? Voyons d'abord ce qu'en pensent les bolchéviks.

A la date du 8 mai, le journal *Kommounist* paraissant à Bakou, a publié un article intitulé « Travailler à la manière de Stakhanov est une loi », et l'auteur reconnaît que le travail dans le rayon des gisements de naphte d'Azerbaïdjan est loin d'être stakhanovien. Et il fournit des chiffres de l'extraction du naphte dans les différents rayons et il constate que les seuls rayons de Kala, de Balakhana et de Pirallah ont donné de 8 à 10 % d'excédent sur le plan et que partout ailleurs le plan n'a été réalisé que dans les proportions de 85 %.

Il va de soi qu'il doit y avoir des coupables, car les bolchéviks ne peuvent autrement se représenter l'insuffisante réalisation du plan envisagé. Ces coupables sont désignés sous le nom de saboteurs, et l'on en trouve toujours ; alors on les déporte en Sibérie et la conscience communiste ainsi tranquillisée, on trouve une explication au retard apporté dans l'exécution du plan.

Ce même journal signale à différentes dates un retard plus accentué du plan au cours du mois de mai, et il insiste à nouveau sur les agissements des saboteurs que les chefs des établis-

sements doivent découvrir, ce qui n'est pas facile, attendu que la résistance au système stakhanovien devient générale parmi les ouvriers qui ne lui ménagent point leurs critiques. C'est ainsi que le 11 février de cette année, dans le rayon de Lek-Batan, près de Bakou, à la réunion de propagande en faveur du stakhanovisme, un ouvrier critiqua vivement cette méthode, engageant ses camarades à ne pas s'exécuter. Ce fut une occasion pour les autorités de procéder à quelques arrestations, suivies de déportations en Sibérie. Une fois de plus, les communistes montrèrent que rien ne se fait autrement que par la terreur, instrument de lutte contre les prolétaires mécontents.

La méthode stakhanovienne a fini par diviser les travailleurs en deux camps hostiles l'un à l'autre, l'un de ces camps est « tout dévoué » au communisme et à Staline, l'autre camp constitue l'élément protestataire. Cette situation amène parfois des troubles au cours desquels on entend la formule « Sus aux Stakhanoviens ! »

Nous aborderons maintenant la question de savoir pourquoi les bolchéviks insistent tant sur ce système et son application. Tout d'abord parce que ce système donne le maximum de production, si nécessaire dans certaines branches de l'industrie. Nous avons toujours affirmé et affirmons encore que l'Union des Soviets est un pays qui se prépare sans répit à la guerre, indispensable pour la réalisation de l'idée fondamentale du communisme — la révolution mondiale. Cette révolution ne peut être réalisée sans une conflagration universelle ; les Soviets ne l'ignorent point, aussi mènent-ils, à l'intérieur du pays une forte propagande pour la défense du « pays des Soviets » de toute attaque du dehors. Les motifs ne manquent point ; il leur suf-

fit d'éplucher chaque mot, chaque phrase parus dans un journal étranger et dirigés contre le communisme. L'on sait aussi que les bolchéviks renforcent leur armée, mais pour organiser une si importante armée il faut des moyens que les Soviets ne possèdent pas. L'industrie de la Russie d'avant-guerre était l'une des plus arriérées; avec tous leurs plans, les bolchéviks n'ont pu la mettre au niveau qui lui revient par rapport aux autres pays et ce qui existe déjà doit travailler activement afin de compléter le matériel technique indispensable à l'armée des Soviets. Le mouvement stakhanoviste est l'une des manifestations de cette fièvre d'armements qui s'est emparée de tout le pays des Soviets.

Cependant, le mouvement stakhanov est en même temps un système dangereux attendu que, si en temps de paix les bolchéviks sont obligés d'intensifier à ce point leur industrie que ne seront-ils obligés de faire en temps de guerre.

Qu'on se rappelle les paroles que M. Ordjonikidze, commissaire à l'Industrie, prononça au 7^e Congrès des Soviets : « Nos besoins en pétrole, benzine et en huiles pour machines ne cessent de s'accroître. L'augmentation des tracteurs et des automobiles, la création d'une flotte aérienne, nos locomotives, etc., exigent dès maintenant des produits pétroliers ; demain ces besoins seront encore plus pressants. »

Pour nous, azerbaïdjanis, la question devient claire : l'Azerbaïdjan fournit une partie de ses réserves de naphte à l'Union Soviétique. En 1934, l'exploitation des puits en général a donné 25.600.000 tonnes de naphte ; sur ce chiffre 20.200.000 tonnes reviennent à l'Azerbaïdjan. Comme on peut le voir, le rôle de l'Azerbaïdjan dans

ce domaine est important ; et lorsqu'on déclare que les besoins de l'armée soviétique augmenteront dans un an ou deux, en connexion avec les plans d'accroissement des forces armées, on comprendra pourquoi le « stakhanovisme » fait loi partout en Union Soviétique et plus particulièrement chez nous, en Azerbaïdjan. C'est ce qui explique pourquoi les bolchéviks déploient tant d'efforts dans l'application des méthodes stakhanoviennes dans le rayon des puits de naphte de Bakou, voilà pourquoi une exploitation abusive du naphte leur est si nécessaire. Les besoins de l'armée rouge, de cette armée qui occupe l'Azerbaïdjan par la force et qui pendant seize ans a établi un régime rouge dans le pays, le privant de sa liberté et de son indépendance, jouent un rôle dominant. Et c'est l'Azerbaïdjan qui par une ironie du sort, doit donner une grande partie de ses forces matérielles à cette armée. Et l'on comprend pourquoi la plupart des ouvriers protestataires composés d'Azerbaïdjanis pour lesquels le but poursuivi par les bolchéviks est clair, se refusent à travailler selon les méthodes stakhanoviennes. L'idée de liberté est vivace dans le pays, aussi tout ce qui peut, sous une forme ou sous une autre, mettre obstacle au joug étranger doit être utilisé par les Azerbaïdjanis. Les ouvriers azerbaïdjanis ne l'oublient pas ; c'est pourquoi la critique des méthodes d'exploitation qui laissent derrière elles toutes les méthodes capitalistes, est faite par les milieux de la classe ouvrière. Cette constatation est pour nous une preuve suffisante de ce que les ouvriers ont compris toute l'ineptie d'un pareil système, aussi protestent-ils de toutes parts au nom de la liberté de travail et de leurs forces personnelles, et, dans les pays opprimés qui jouent un énor-

me rôle économique, au nom de la liberté et de l'indépendance du pays.

*
**

Ces derniers temps, la presse européenne publie des informations sur les événements qui se produisent sur les différents points du territoire soviétique sur l'activité nationale, notamment en Azerbaïdjan, en Géorgie, en Crimée, en Ukraine, en Idel-Oural, au Turkestan. Ces informations ont été, il est vrai démenties par l'agence *Tass*, mais en dépit de ces démentis, les données fournies par la presse soviétique elle-même suffisent pour confirmer ces informations.

Le secrétaire responsable du parti communiste de Transcaucasie, M. Beria, a parlé, dans un de ses articles, paru dans la *Pravda*, de certaines déviations nationales parmi les communistes d'Azerbaïdjan et de la présence de nombre d'entre eux dans des organisations nationales qui poursuivent des buts nationaux tendant à l'indépendance de l'Azerbaïdjan.

Des informations de ce genre paraissent également dans la presse communiste d'Azerbaïdjan. C'est ainsi que le journal *Kommounist*, paraissant à Bakou, signale dans son numéro du 12 juillet que le 1^{er} de ce mois, Ali Haïdar Husseinov, commissaire à l'irrigation et son chauffeur ont été tués par un « ennemi de classe ». Or, la formule « ennemi de classe » est à ce point connue dans toute l'Union que l'on ne saurait douter de son caractère et qu'après cet assassinat, de multiples arrestations, des déportations et des exécutions ont eu lieu.

D'autre part, au cours des travaux du Congrès extraordinaire du parti communiste qui s'est tenu à Bakou le 11 juillet, le secrétaire du parti com-

muniste d'Azerbaïdjan, M. Baguirov, et le secrétaire du parti communiste d'Arménie, M. Khandjian, firent des déclarations d'un grand intérêt. Faisant un compte rendu de ce congrès, la *Zaria Vostoka* du 15 juillet 1936 écrit ce qui suit :

« Les révolutionnaires azerbaïdjanais appartiennent au groupe trotskiste et nationaliste, ainsi que l'a déclaré le camarade Baguirov, justifiant ces déclarations par des exemples et proposant aussitôt de prendre des mesures énergiques pour en arrêter l'essor. » D'autres communistes, après M. Baguirov confirmèrent dans leurs déclarations l'activité nationaliste. M. Akopov insista tout particulièrement sur la nécessité de faire vigilance, d'empêcher toute propagande et toute activité des partis nationalistes d'Azerbaïdjan, de Géorgie et d'Arménie. D'après M. Baguirov, les groupes nationalistes d'Azerbaïdjan se trouvent être en contact avec les Trotskistes et ce n'est qu'extérieurement qu'ils se montrent staliniens et qu'ils proposent une réconciliation.

Comme résultat évident de ces accusations contre les communistes douteux l'on peut s'attendre à bref délai à une nouvelle « épuration » de l'activité du parti, dans toutes les républiques du Caucase.

Signalons encore un article de M. Ibrahimbek, paru dans la *Zaria Vostoka* du 22 juillet 1936 sous le titre « L'éducation de la pensée chez l'enfant », celui de M. Rahimli, dans le *Kommounist* du 9 août 1936 sur la pédagogie en Azerbaïdjan. L'un et l'autre de ces articles insistent sur les lacunes touchant à l'éducation et à l'enseignement de la jeunesse qui seraient très éloignés des purs principes marxistes. C'est ainsi par exemple que les enfants des intellectuels et des ou-

vriers ne font pas leurs études ensemble dans ces mêmes écoles, ce qui serait contraire au communisme.

D'après ces mêmes journaux, l'on apprend que de l'institut pédagogique, créé à Bakou en 1924, sous la direction du professeur Makovalskine, est sorti toute une série de pédagogues, tels que Moustafaev, Zeki Zadé qui l'ont secondé ensuite. L'on comptait aussi quelques Français tels que MM. Binet et Simonoun. Chacun d'eux a fait paraître toute une série de travaux sur la pédagogie, ce qui ne les empêchait pas de constater que « les enfants des prolétaires n'ont point de capacités pour la science, qu'ils sont de petite taille, qu'ils ont une tête petite et qu'en général toute leur structure leur rend inaccessible toutes les matières ». Cette idée fut introduite à l'Université et dans les autres établissements d'enseignement ; elle fut même adoptée par le commissaire de l'Instruction publique. Le commissariat ne trouva rien de mieux que de créer des laboratoires spéciaux, et de séparer les enfants capables de ceux qui ne l'étaient point afin de les mettre dans différentes écoles.

Mais laissons de côté ce moyen original d'étudier les capacités des enfants en recourant à des laboratoires et arrêtons-nous sur cette constatation que ce système était à ce point mal adapté qu'on en vint à diviser les enfants en deux classes. Les bolchéviks y voient de nos jours un gros danger pour le régime. M. Ibrahimbek lui-même constate la faillite de ce système,

mais l'on ne saurait dire qui en retirera aujourd'hui quelque avantage.

L'on sait que le professeur Louzine, membre de l'Académie des Sciences de l'Union, a pu se rendre à l'étranger et y publier un ouvrage dans lequel il critique la Russie actuelle et sa langue. L'organe officiel de l'U.R.S.S., « du pays du prolétariat et de l'Etat le plus démocratique », la *Pravda*, a vivement critiqué l'ouvrage de M. Louzine. Par la même occasion, ledit journal a lancé des menaces aux savants de l'Union. Comme suite, la section azerbaïdjanienne de l'Académie a décidé de procéder à une épuration en règle. Elle n'a pas tardé, comme il fallait s'y attendre, à trouver non seulement des partisans partageant les idées de Louzine, mais encore utilisant par trop la langue littéraire turque que les bolchéviks désignent sous le nom de langue « osmane ».

L'Académie trouva également que les savants n'ont pas le droit d'envoyer leurs travaux à l'étranger, comme l'avaient fait, à Bakou, les professeurs, membres de l'Académie, MM. Anserov et le Dr Akhoundov. L'un des professeurs, M. Ziefeld, critiqua même vivement ceux qui se servent de la langue « osmane ». Seule l'ignorance de la langue azérie peut faire dire une pareille absurdité, de l'existence d'une langue osmane. Il n'existe aucune langue « osmane » ; il existe une langue turque dont se servent les Azerbaïdjanais pour parler et pour écrire.

M.

L'Ukraine soviétique

(Suite)

C'est à ce moment que commence le recul des bolchéviks sur le terrain de la politique nationale. Ils se tournent vers les représailles, la terreur et la violence. Choumsky est envoyé au bagne. Khvylioviy se suicide. La liquidation du « kvhyliovisme » est menée par le nouveau Commissaire de l'éducation nationale, M. Skrypnyk, mais il tombe vite malade de la même maladie. La famine continuelle due à une collectivisation à outrance dresse bientôt Skrypnyk contre le pouvoir central. Le résultat est connu... Skrypnyk se suicide car il ne veut ou ne peut supporter de voir l'anéantissement du peuple ukrainien.

Alors commence la période de « désukrainisation ». Le satrape moscovite en Ukraine, Postychev, un des secrétaires du K.P.B.U., (parti communiste bolchévik ukrainien) mène la lutte contre les « éléments nationalistes », réunissant dans cette définition tous les traits nationaux ukrainiens. On ferme les cercles littéraires, on supprime les éditions ukrainiennes, on « purifie » les répertoires des théâtres et des cinémas.

On avait déjà « purifié » auparavant, en 1930, l'Académie des Sciences de Kiev, à la suite du procès contre une organisation nationale « L'Union pour la libération de l'Ukraine », et on avait fait de cette Institution si importante pour la culture ukrainienne une filiale ordinaire du parti communiste.

La situation actuelle de la culture ukrainienne en U. R. S. S. est bien triste. En musique, en littérature, dans

les sciences, la première place appartient aux éléments non-ukrainiens. Nous voyons par exemple, dans la délégation des Compositeurs de l'Ukraine (et non des compositeurs ukrainiens) des noms comme Hozenpud, Smekaline, Altchuler, Arnaoutov et dans la « brigade des historiens », c'est-à-dire parmi ceux qui professent l'histoire de l'Ukraine dans toutes les hautes écoles, d'autres noms, tels que : Frid, Premysler, Mezberg (Proletar. Pravda du 5.IV et 12.IV 1935).

Tout ce qui était ukrainien fut méconnu. Même l'individualité du peuple ukrainien fut mise en doute. L'écrivain Mykytenko proclame au congrès « de la défense de la culture » à Paris au mois de Juin 1935 que « la révolution a découvert la culture d'un peuple de 170 millions d'âmes ».

La désukrainisation socialiste dans son esprit et ukrainienne dans sa forme, atteindra-t-elle son but ?

Il semble que malgré la poussée de tout l'appareil du parti et de l'administration, ce but ne sera pas atteint. Il y a des signes qui prouvent, tout au contraire, que la conscience nationale, loin d'être morte, a grandi et n'attend que le moment propice pour exploser avec une force nouvelle. Il n'est pas exagéré de dire que le réveil de la conscience nationale dans l'Ukraine soviétique d'à présent n'est pas moindre qu'il ne le fut avant la grande guerre sur les terres de la Galicie Orientale. Les dignitaires soviétiques ukrainiens eux-mêmes sont contaminés par des idées subversives sur l'indépendance ukrainienne et l'opposition entre les

intérêts de l'Ukraine et ceux de Moscou. Postychev confirme « qu'il y a des communistes, même très haut placés qui ne comprennent pas les directives du parti en ce qui concerne la nécessité de l'anéantissement des éléments pétluriens; certains se taisent et cachent qu'ils ne sont pas d'accord avec ces directives. (« Visty » No ARU - 1933). L'ancien vice-président du Conseil des Commissaires du peuple, Tchoubar reconnaît que « nous, les directeurs du mouvement, nous pensons que les intérêts de l'Ukraine seront mieux garantis par la création de régions ». (« Visty » No 27 - 1934).

Les militants du parti et les fonctionnaires régionaux montrent souvent de l'animosité contre Moscou et se réclament de « la ligne de conduite de Skrypnyk » (« Visty » No 14 - 1933) ou soulignent le nationalisme russe (« Visty » No 275 - 1933).

D'autre part, il semble que le pouvoir soviétique ne compte plus attirer la vieille génération et veut porter toute son attention sur l'éducation de la jeunesse auprès de laquelle il espère avoir quelques succès, car elle n'a pas connu la vie sous un « régime capitaliste ». Pourtant, là encore, le pouvoir rencontre des difficultés extraordinaires.

En effet, l'éducation de la jeunesse n'appartient pas seulement à l'école, mais aussi à la famille. C'est là que l'enfant reçoit les premières notions des sentiments civiques qui se développent plus tard sous l'influence de l'entourage. L'enfant entend dire dans sa famille qu'il est de nationalité ukrainienne; il va à l'école primaire ukrainienne, il n'a de contact qu'avec la vie ukrainienne. En écoutant les gens plus âgés, il apprend ce qui s'est passé il y a quelques dizaines d'années, il

entend parler de bague, de migrations forcées et souvent de la mort d'un parent ou de tout autre. Il apprend la lutte pour l'indépendance de l'Ukraine et les repressions du pouvoir soviétique qu'il commence à se représenter comme un pouvoir étranger, introduit par la force.

Des forces qui ne sont ni connues ni reconnues par la méthode « marxodialectique », — des forces psychointérieures, ces « impondérables » qui pèsent plus aux moments importants que les tomes de Marx - Lénine - Staline, avec lesquels on tache de bourrer le crâne aux citoyens soviétiques, jouent dans tout cela un rôle important.

Le pouvoir soviétique ne peut non plus s'emparer complètement de l'école. Comme le reconnaissent les bolchéviks eux-mêmes, il y a parmi le personnel enseignant des éléments hostiles à leur pouvoir et à la Russie en général.

A l'Institut des professeurs « rouges » par exemple, on a découvert en 1934 encore, parmi les travailleurs d'anciens leaders ukrainiens de la Rada Centrale, du temps de l'hetman et du Directoire (« Komounist » No 182 1934); aux cours pédagogiques, le Directeur savait qu'il y avait des pétluriens parmi les professeurs, mais il se taisait (« Komounist » No 186 - 1934). Dans une école, à Kharkov, le professeur de géographie disait dans son cours que l'Ukraine est une colonie de la Russie, car on exporte le charbon et le sucre de l'Ukraine à l'étranger et en Russie. Dans une autre école, on enseignait aux enfants que les bolchéviks ont transporté à nouveau la capitale de l'Ukraine à Kiev pour pouvoir mieux accaparer les régions in-

dustrielles au profit de Moscou (« Visty » No 70 - 1934).

Comment enseigne-t-on aujourd'hui dans les écoles soviétiques ? Le fait suivant semble significatif : des enfants-pionniers répondaient à la question : — Qui est le chef de l'Union Soviétique ? — « Tarass Chevtchenko » ou « Franko » (grands écrivains ukrainiens) (« Komounist » No 141 - 1934).

Des cas signalés en 1933 - 1934 se

répètent aujourd'hui. Il n'y a pas longtemps, on a découvert un directeur d'école appartenant au parti communiste, qui a expurgé des écrits de Marx et de Lénine, la bibliothèque de son école. On a appris d'autre part, que c'était un « pétlurien ». Les fonctionnaires haut placés ont étouffé cette histoire (« Visty » du 6.IX - 1935).

(A suivre).

G. NAUMENKO.

Revue de la presse

LA RECONCILIATION ANGLO-EGYPTIENNE

M. R. Helier écrit dans « Je suis partout » :

Les négociations anglo-égyptiennes, ouvertes au mois de mars, viennent d'aboutir à un traité, signé au Foreign Office par M. Eden et Nahas pacha. Il ne fait aucun doute que la situation nouvelle, créée en Afrique orientale par la victoire italienne, a contribué pour une large part à ce résultat. L'Angleterre a voulu liquider une situation d'antagonisme qui pouvait devenir dangereuse dans la vallée du Nil. L'Egypte a compris que la tutelle britannique pouvait avoir son bon côté.

Ainsi se clôture une phase commencée par la déclaration d'indépendance de 1922, et dont nous avons plusieurs fois retracé les différentes étapes. L'indépendance égyptienne, comme on le dit un peu vite, cesse-t-elle vraiment d'être nominale ? Les délégués égyptiens paraissent avoir eu la sagesse de

ne pas discuter à l'excès sur des mots. Ils ont voulu s'en tenir aux réalités ; et il est indéniable qu'ils ont obtenu ainsi d'importantes satisfactions.

Les négociations de 1930, menées entre M. Henderson et le cabinet wafdiste, avaient échoué, dans des conditions mal définies, sur deux questions précises ; les garanties militaires à donner à la Grande-Bretagne et le régime du Soudan. C'est donc naturellement à ces mêmes questions que les nouveaux négociateurs ont dû consacrer leur principal effort.

Le problème militaire a été réglé en partant du principe que le stationnement des garnisons anglaises ne doit pas avoir le caractère d'une occupation. En même temps l'Egypte admet qu'étant trop faible pour se défendre elle-même, elle doit faciliter l'action de secours éventuelle de la grande alliée.

Sur cette base, les dispositions concrètes essentielles seront les suivantes. L'Angleterre reste autorisée à mainte-

nir, pendant vingt ans, un effectif de 10.000 hommes dans la zone du canal de Suez. En revanche, elle retire ses autres garnisons. Elle évacue les aérodromes d'Héliopolis et d'Aboukir et s'engage à n'avoir sur la côte égyptienne aucun établissement naval permanent. Par ailleurs, l'Egypte est entièrement libre d'entretenir une armée nationale aussi forte que le lui permettront ses ressources financières. Une mission britannique dirigera l'instruction de cette armée. Et des facilités diverses seront données pour le fonctionnement, le maintien et la défense des communications impériales.

**

Quant au Soudan, on revient au condominium anglo-égyptien de 1889, étant bien entendu que la double souveraineté se traduira désormais dans les actes et ne restera pas sur le papier. Au lieu d'être en fait à peu près administré comme une colonie de la Couronne — surtout depuis l'assassinat du sirdar en 1924 — le Soudan sera largement ouvert à la pénétration égyptienne sous la forme démographique, administrative et même militaire. Inutile de souligner l'importance internationale que prend, à l'heure actuelle, cette consécration des droits associés de la Grande-Bretagne et de l'Egypte sur la vallée du Nil. La politique anglaise s'est remise au travail sérieux et elle cueille le premier fruit de sa sagesse.

Une troisième partie du traité concerne les capitulations. Comme tous les pays issus de l'ancien empire ottoman, l'Egypte demande l'abrogation des privilèges judiciaires réservés aux étrangers et appliqués par les tribunaux mixtes. Sur les conseils de l'Angleterre, Nahas pacha a écarté la solu-

tion réclamée par les extrémistes et qui se ramène à une dénonciation unilatérale. On annonce qu'il proposera aux Etats intéressés la convocation d'une conférence générale où l'appui de la Grande-Bretagne lui est assuré. Il est à croire que cette démarche coïncidera avec l'entrée de l'Egypte à la Société des Nations.

ET LA PALESTINE ?

Ce qui fait que la tradition impériale reste vivante, c'est que les événements ne lui permettent pas de s'endormir. En même temps, ses succès passés lui inspirent une solide confiance en ses méthodes. Quand il reçoit de mauvaises nouvelles de Palestine, comme c'est le cas depuis quelque temps, le citoyen britannique peut se dire avec un mélange d'amertume et d'orgueil : « Allons ! Encore une Inde, un Transvaal, une Egypte ». Mais le progrès n'est pas un vain mot. Nous ne sommes plus au XVIII^e siècle, ni même au temps d'Arabi pacha. Et la chose s'appelle aujourd'hui un mandat.

Dans la première phase des difficultés palestiniennes, la puissance mandataire n'était pas visée directement — ou presque pas. Il n'est jamais agréable d'avoir à maintenir l'ordre quand la majorité de la population s'emploie avec persévérance au massacre de la minorité. Mais l'apparition des uniformes britanniques suffisait encore à contenir les Arabes et à rassurer les Juifs. Depuis un an environ, la situation s'est modifiée et tristement aggravée. Les autorités anglaises se sont trouvées en présence d'une véritable rébellion. Il a fallu, à plusieurs reprises, des batailles rangées pour venir à bout de l'émeute.

Parallèlement à cette exaspération

de l'élément arabe, on a signalé une sorte de propagande plus ou moins révolutionnaire ou bolcheviste dans la population juive. Les circonstances présentes ne permettent guère à ce mouvement de se manifester avec beaucoup d'envergure. Mais il n'est pas douteux qu'il procède d'un désir de ne plus s'identifier avec la protection britannique.

Pour l'instant, ce sont les Arabes qui, par la grève générale et des attentats incessants, s'efforcent de paralyser l'administration. Au cours de la dernière quinzaine s'est cependant produit un fait nouveau qui a pu faire espérer qu'une détente, au moins provisoire, allait intervenir.

*
**

Le général Nouri pacha, ministre des Affaires étrangères de l'Irak, est venu passer quelques jours à Jérusalem. Il s'est entretenu longuement avec les personnalités les plus influentes du Haut Comité Arabe ; et le bruit s'est aussitôt répandu qu'on était sur la voie d'une formule de conciliation.

En y regardant de plus près, on s'est aperçu que la formule était difficilement acceptable pour la puissance mandataire. Il s'agirait, en somme, d'une sorte d'armistice entre l'administration et les émeutiers. Ceux-ci garderaient leurs armes, mais promettaient de ne plus en faire usage tant que la Commission royale, chargée d'une enquête d'ensemble, serait dans le pays. En revanche, pendant la même période, le haut commissaire britannique s'engagerait à arrêter complètement l'immigration juive. Quant à la grève générale, elle devait continuer.

On prétend toutefois que non seulement le roi de l'Irak, mais aussi le roi

du Hedjaz et l'Iman du Yémen s'intéressent de très près à l'affaire, et donnent à leurs coreligionnaires des conseils de modération. Peut-être même demanderont-ils publiquement la cessation de la grève. Il y a ainsi de temps en temps un petit fait qui vient montrer la profondeur de l'influence anglaise dans le monde arabe.

Si cette concession était obtenue, il est à croire que le cabinet de Londres y répondrait par une large amnistie. Par ailleurs, il a toujours été admis que l'immigration juive pouvait être ralentie momentanément, de manière à ne pas excéder la capacité d'absorption du pays. Par contre, un arrêt total ne se conçoit guère, puisqu'il mettrait en question le principe même du Foyer national.

Il faut donc bien se garder de voir dans l'épisode actuel même un commencement de solution.

REVUE DES JOURNAUX

Pierre Audiat (de *Paris-Midi*) montre à ses lecteurs quel est l'enjeu des Soviets au-delà des Pyrénées :

Alcibiade, pour donner aux Athéniens des sujets de conversation avait fait couper la queue de son chien. Le ministre de l'Agriculture soviétique est quelqu'un dans le genre d'Alcibiade : il a donné l'ordre aux cultivateurs de couper, avant le 1^{er} novembre les queues et les crinières de leurs chevaux et de remettre aux Soviets locaux le produit de la récolte hippique. Voilà qui va faire parler les chancelleries.

Faut-il voir là un épisode de la lutte entre les Stalinistes et les Trotskistes ? Pour éviter les procès à grand retentissement qui font plus de bien que de mal à la cause des accusés, les Soviets auraient-ils décidé d'étrangler

dorénavant leurs adversaires à l'aide d'un lacet de crins ?

Cette réquisition est-elle, au contraire, une manifestation essentiellement pacifique ? Les citoyens de Moscou vont-ils être astreints à occuper leurs loisirs en pêchant à la ligne ? Dans ce cas, il est évident qu'il n'y aura jamais assez de crins pour les pêcheurs, repentis de la politique.

Ces dépouilles chevalines sont-elles destinées à l'Espagne ? Le gouvernement de Moscou voudrait-il transformer ainsi les miliciens ibériques en braves à tous crins ? Il serait grand temps, si les défenseurs madrilénes veulent réaliser leur fière devise : « Ils ne passeront pas ».

A moins encore que ce ne soit là qu'une simple opération de politique intérieure : les Soviets s'étaient toujours plaints de trouver un cheveu, et même un crin, du côté des paysans. Désormais ils seront tranquilles.

LA PORTEE DE L'ENTREVUE CIANO-HITLER

La *Montagspost* nous fait savoir sous le titre : « Pour la paix européenne », que les relations germano-italiennes ont été sérieusement consolidées, et que les buts des deux « Etats autoritaires » ne font désormais plus qu'un.

« Voilà le véritable résultat de la visite du comte Ciano », s'écrie ce journal.

« L'envoyé du Duce, poursuit la *Montagspost*, a conquis tous les coeurs allemands ».

Nous apprenons ensuite que MM. Neurath et Ciano ont « fixé les frontières contre le bolchévisme » en se déclarant prêts à sauver la civilisation européenne de la menace bolchevique.

« En se prononçant contre l'immixtion en Espagne, lisons-nous plus loin, le Reich et l'Italie montrent quelles sont leurs positions vis-à-vis des nationalistes espagnols ».

Enfin, la *Montagspost* n'hésite pas à imprimer que l'accord italo-germanique est parfait, tant en ce qui concerne les protocoles de Rome, la question danubienne, les problèmes de la Société des Nations et la question d'un nouveau Locarno.

L'ETAT DE SANTE DE STALINE, DIT LE MATIN, S'EST AGGRAVE

Après un court séjour à Moscou, le dictateur est entré dans un sanatorium pour soigner son coeur et son foie.

Les hautes sphères soviétiques se montrent extrêmement nerveuses chaque fois que des informations concernant la santé compromise de Staline sont publiées à l'étranger.

C'est que le regroupement décidé à l'intérieur du parti communiste de l'U.R.S.S. et les mutations qui l'accompagnent dans l'administration soviétique en prévision de la disparition possible du dictateur, ne sont pas encore terminées.

La tradition établie lors de la maladie de Lénine exige que, jusqu'au dernier moment, on dissimule la maladie du chef effectif de l'Etat rouge.

Lénine, déjà incapable de parler, avait été promené en voiture à travers les rues de Moscou pour démentir les rumeurs qui couraient sur sa maladie.

Acte de présence

Avec la même obstination asiatique de cacher à l'opinion mondiale la maladie du chef des Soviets, le Politbu-

reau a obtenu de Staline qu'il vienne faire acte de présence à Moscou. Pendant son séjour au Kremlin, il a reçu quelques délégations et échangé des télégrammes avec Barcelone et Madrid.

Mais durant son séjour son état s'aggrava. Il aurait eu une nouvelle crise hépatique et ses troubles cardiaques auraient empiré, si bien que son séjour a dû être écourté.

Accompagné de deux médecins soviétiques, Vorobriv et Somov, l'un spécialiste des affections cardiaques, l'autre des maladies du foie, il a gagné un nouveau sanatorium dont l'emplacement est soigneusement caché.

Néanmoins, on affirme dans les milieux renseignés qu'il se trouve à une dizaine de kilomètres de Voronj, dans un petit sanatorium aménagé par l'ancien secrétaire du parti communiste de la région, le camarade Vareikis.

L'établissement est réservé aux membres du Politbureau et est situé au milieu d'une forêt de pins. Une ligne directe téléphonique et télégraphique a été établie entre le Kremlin et la nouvelle résidence du dictateur malade.

Sauf aggravation de son état, il doit retourner à Moscou pour assister au congrès des Soviets de l'U.R.S.S. convoqué pour le 25 novembre et qui aura

à adopter la nouvelle constitution élaborée par une commission qui fut présidée par Staline lui-même.

En son absence, Vorochilov et Iejov s'appliquèrent avec la plus grande énergie à terminer leur travail de regroupement et de transformation selon le plan arrêté d'accord avec le dictateur.

L'ACCORD GERMANO-ITALIEN

Dans un article paru dans le *Giornale d'Italia* et qui peut être considéré comme commentaires à la communication laconique allemande concernant les résultats de la rencontre Ciano-Hitler, on lit : « L'accord conclu entre l'Allemagne et l'Italie est dirigé contre les idées destructives qui sapent la solidarité et la prospérité européennes. Une opération préventive est nécessaire, afin de liquider, une fois pour toutes, les éléments hostiles à toute entente générale européenne. A de tels éléments appartient le communisme, et contre le communisme, au nom de la collaboration de tous les peuples du monde se dressent l'Italie fasciste et l'Allemagne nationale-socialiste. En outre, nous constatons avec plaisir que le lointain Japon, sentinelle avancée de la civilisation sur l'océan Pacifique, adhère entièrement à notre position. »

CHRONIQUE

FONDATION D'UN INSTITUT D'HISTOIRE DE L'EMIGRATION POLITIQUE CONTEMPORAINE

Les réunions constitutives d'un Institut d'histoire de l'émigration politique contemporaine ont eu lieu à Pa-

ris au siège social provisoire, 4, rue Léonce Reynaud.

L'Institut s'occupera de recenser, de rassembler et de conserver les souvenirs historiques, mémoires, publications, se rapportant à l'émigration po-

litique contemporaine, à ses origines et à ses causes, à sa situation et à ses conditions d'existence dans les pays de refuge. Il provoquera l'élaboration et la publication de travaux originaux sur ces questions et étudiera les dispositions prises dans les divers pays en ce qui concerne le statut juridique des réfugiés, de même que les mouvements démographiques les concernant.

Sa documentation s'étendra aux oeuvres créées ou réalisées à l'étranger par l'émigration politique dans tous les domaines : arts et lettres, éducation, religion, commerce, agri-

culture, bienfaisance etc. Il s'attachera à la projection des collections historiques rentrant dans son objet et créera, le cas échéant, une bibliothèque et un musée.

L'Institut est administré par un Comité directeur composé de personnalités françaises. Des membres titulaires et correspondants élus, tant français qu'étrangers, qui par leurs activités et leurs écrits sont susceptibles de participer effectivement aux travaux et recherches historiques de l'Institut, seront désignés au cours de réunions ultérieures.

UKRAINE

L'ETAT DE GUERRE EN UKRAINE

Tandis que les dirigeants bolchéviks russes diffusent à l'étranger les renseignements les plus optimistes sur la situation en U. R. S. S., et dans les pays opprimés par eux comme l'Ukraine, le Caucase, la presse bolchéviste provinciale donne de temps en temps des renseignements tout à fait opposés et qui font penser à un véritable état de guerre dans les pays opprimés par les impérialistes russes.

Voilà ce qui se passait en Ukraine en Août-Septembre d'après les journaux bolchéviks édités en Ukraine :

A Akhtyrka, les paysans et les miséreux ont détruit et brûlé les dépôts de céréales et de viandes conservées. (« Bilchovik » — 18. VIII. 36).

A Fastov, les paysans ont détruit le sovkhos modèle ; les grains et les bêtes ont été partagés, les constructions brûlées, les machines saccagées (« Bilchovik » — 23. VII).

Les mêmes événements se sont déroulés à Pryloutky (gouvernement de

Poltava) et à Boyarka, près de Kiev. A la station de chemin de fer Balta, un train de céréales a été razzé.

A Lozova, une ferme collective a été détruite et 30 colons russes, récemment venus en Ukraine, ont été tués. A Bougouslav, les insurgés ont massacré l'administration et ont pris et caché dans la forêt toutes les réserves de l'Intendance (« Bilchevik » — 24. VII.).

Entre Kirovsk et Pervomaisk, « les bandits » ont fait prisonnière toute la commission d'instruction qui se rendait sur place dans trois automobiles ; les membres de cette commission ont été tués, les autos brûlées, les insurgés ont emmené avec eux en forêt sept soldats convoyeurs (« Bilchovik » du 21. VIII).

Près de la station « Novy Boug » les insurgés ont arrêté un train de céréales et de bétail et l'ont pillé, la locomotive et les voitures ont été incendiées (« Komounist » du 23. VIII).

A Mirhorod, les insurgés au nombre de cent ont fait prisonniers les administrateurs d'une ferme collective et

quelques miliciens. Sept personnes ont été fusillées, la ferme a été incendiée (« Komounist » du 23. VIII).

A Bouhaivka, près de Kiev, les paysans ont tenté de détruire une ferme collective gardée par la troupe; une partie de la troupe s'est refusée à tirer sur les assaillants et a tué le commissaire politique Roublev. La ferme a été prise et incendiée. Les insurgés ont détruit ensuite quelques fermes encore du côté de Vassilkov (« Komounist » du 2. IX).

Entre Mironovka et Korsoun, les insurgés ont fait sauter le train blindé qui amenait la Commission d'instruction de l'affaire des Commissaires du peuple Kotzubinsky et Poraïko, inculpés pour tentative de soulèvement en Ukraine contre l'occupation russe. Le train fut complètement détruit avec tous ses occupants (« Komounist » du 30. VIII).

A Tcherbinovka, les mineurs se refusent à souscrire au profit du gouvernement rouge espagnol (« Tcherbin. Holos » du 2. IX).

Le directeur d'une fabrique de tissage nommé Havtchenko chez qui fut trouvé un dépôt de machines infernales préparées spécialement pour les attentats, a été arrêté à Kremenchouk (« Bilchovik » du 29. VIII).

L'instruction de l'affaire Kotzubinsky, suivant le « Bilchovik » du 27. VIII, a montré que les émigrés ukrainiens ont réussi à gagner à leurs plans les commissaires du peuple Kotzubinsky et Poraïko et beaucoup d'autres communistes ukrainiens influents comme Boukchovany, Lohyn, Tyrtchouk, Holoubenko, Tytar, Pleskatchevsky, etc. L'organisation, d'après l'acte d'accusation, avait pour but l'assassinat de Postychev et de Kassior, les proconsuls russes en Ukraine. Cette organisation a fait tache d'huile dans tou-

tes les régions de l'Ukraine. Elle a pris dans ses mains les journaux importants comme le « Kertchensky Robotnyk », le « Mariouppolsky Proletar », les « Visty » le Komsomol Ukraïny » etc.

L'organisation projetait de déclencher simultanément une grève générale de toutes les industries et un soulèvement civil et militaire. Kotzubinsky devait être proclamé chef suprême des insurgés.

Kotzubinsky est le fils du grand écrivain ukrainien. Ayant toujours été extrémiste, il a soutenu, en son temps, le bolchévisme en Ukraine. Son arrestation et son inculpation montrent l'extrême tension qui existe en ce moment en Ukraine entre communistes russes et communistes ukrainiens.

LE GOUVERNEUR GENERAL DU CANADA CHEZ LES UKRAINIENS DE MANITOBA

Le Gouverneur Général du Canada, lord Twidsmir a rendu le 21 septembre une visite officielle à la population ukrainienne de la province de Manitoba qui représente sur ce territoire un groupe ethnique assez important.

Les solennités se sont déroulées principalement à Freiservood où des milliers d'Ukrainiens ont fait un accueil enthousiaste au Gouverneur Général, et où les députés ukrainiens Batchynsky et Vavryk ont présenté au représentant de sa Majesté le Roi les notables ukrainiens, et les écoliers de 34 écoles ukrainiennes du district.

Dans son discours aux Ukrainiens de Manitoba, lord Twidsmir a souligné la fidélité des Ukrainiens du Canada tant à leur nationalité qu'à la couronne britannique à laquelle ils ont rendu des services signalés sur les champs de bataille durant la Grande Guerre et dans la vie civique du Dominion.

Le discours du Gouverneur Général, très flatteur pour les Ukrainiens du Canada, a été reproduit par toute la presse ukrainienne et canadienne.

DES UKRAINIENS DE GALICIE ORIENTALE FUSILLES EN UKRAINE SOVIÉTIQUE

Comme le font savoir les journaux polonais de Cracovie et le journal ukrainien « Dilo » de Lvov du 22. X, le G. P. U. a fusillé en Ukraine soviétique MM. Zakhidny, Kossak, Vantoukh et d'autres Ukrainiens encore de Galicie Orientale qui avaient émigré en Ukraine soviétique.

LE PARADIS COMMUNISTE EN UKRAINE

Les journaux ukrainiens des Etats-Unis et du Canada du 1er octobre donnent le récit de M. Vassyl Zadoïko, ukrainien américain, qui a fait un voyage touristique en U. R. S. S. et qui a visité l'Ukraine sous la domination russo-bolchévique.

Voici les principaux passages de ce récit : les chemins de fer soviétiques sont bondés, sales et incommodes; les militaires qui sont très nombreux dans les trains ne se gênent pas pour chasser les femmes et les enfants et pour s'asseoir à leurs places quand ils n'en trouvent pas d'autres. Les particuliers attendent souvent les trains 2 ou 3 jours et même lorsqu'ils sont déjà dans le train, peuvent en être chassés par les militaires et les membres du parti communiste qui ont toujours la priorité.

La capitale de l'Ukraine est une ville superbe par ses monuments et ses sites, mais la pauvreté transpire partout. Les maisons ne sont pas ravalées,

les magasins sont vides, les gens sont très pauvrement vêtus. Les denrées manquent et sont terriblement chères, par exemple : 1 kg de viande coûte 8 - 9 roubles; le beurre 16 roubles le kg. 1 paire de souliers 240 - 260 r.; 1 complet d'homme 600 - 800 r. Les salaires des ouvriers sont très bas : de 140 à 400 r. Les logements des ouvriers sont très chers et très mauvais. Ils sont habités souvent par deux ou trois familles. La vie dans ces conditions est infernale. Les ouvriers avec lesquels M. Zadoïko a causé se plaignent amèrement de leur situation et de la terreur qui règne en maîtresse en U. R. S. S.

D'après M. Zadoïko, presque toutes les églises sont ou détruites ou transformées en cinémas. Les hôtels pour les étrangers sont assez bien tenus, mais extrêmement chers, car les bolchéviks ont toujours besoin des devises. A Kharkiv, M. Zadoïko a vu une exposition de différentes machines Ford portant des marques russes. Il a rencontré des ouvriers communistes ukrainiens du Canada, qui étaient partis en Russie croyant trouver dans l'Ukraine bolchévisée un paradis et qui demandent du secours pour quitter l'U. R. S. S. et retourner au Canada car, au lieu de trouver en Ukraine une patrie, ils y ont trouvé un pays asservi par une féroce occupation russe qui a supprimé toute la vie nationale ukrainienne.

M. Zadoïko a eu, en général, l'impression que le pouvoir russo-bolchévik en Ukraine se maintient exclusivement grâce à la police et à la force armée et qu'en cas de guerre le soulèvement de toutes les forces vives de la nation ukrainienne est absolument sûr.

GEORGIE

LE 750^e ANNIVERSAIRE DE ROUSTAVELI

L'institut des études orientales de l'Académie des sciences de l'U. R. S. S. se prépare à fêter en octobre 1937 le 750^e anniversaire de la naissance de Chota Roustavéli, le plus grand poète de la Géorgie.

*
**

Les nombreux matériaux relatifs à Roustavéli et à son époque, et qui sont conservés dans les archives de l'Académie des sciences et en Géorgie, sont à l'heure actuelle étudiés très soigneusement.

*
**

Une brochure consacrée à Roustavéli et à son poème sera publiée à l'occasion du 750^e anniversaire.

*
**

L'institut des études orientales, conjointement avec l'Ermitage et l'académie d'histoire de la culture matériel, organise dans les salles de l'Ermitage une grande exposition qui montrera ce qu'étaient l'époque de Roustavéli et le milieu où il a vécu et écrit.

LE R. ISTITUTO ORIENTALE DI NAPOLI

a annoncé le 5 juin 1936 un concours « Roustavéli » aux conditions suivantes :

1) Sur Roustavéli et son poème doit être écrit en italien un exposé d'au moins 150 pages dactylographiées.

2) Traduction obligatoire en prose de l'Introduction de « L'Homme à la Peau de Léopard » (Tome I - XXXI) d'après l'édition Karitchachvili 1903.

3) Analyse philologique de cette introduction.

4) Exposé complet du poème avec les citations caractéristiques.

5) Types nationaux géorgiens et internationaux. Variétés des sentiments: Patrie, bravoure, consécration, amour, amitié, justice, religion, etc. (Principaux aphorismes, style, splendeur et influence).

6) Conclusions.

7) Renseignements bibliographiques dans les langues européennes (traductions, monographies).

Dernier délai pour présenter l'exposé : 30. X. 37.

Récompense pour le meilleur auteur: mille liras.

Naples — Institut des Langues Orientales.

Italie — 5. VI. 1936.

E5114E
1936

Édition et Imprimerie
Rapide de la Presse
O. ZELUK
5, rue Saulnier, Paris